Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1968)
Heft: 97

Artikel: L'ordre et le "socialisme" règnent à Prague! : Peut-on être communiste sans faire de l'antisoviétisme?

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1008316

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 18.10.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

L'ordre et le «socialisme» règnent à Prague! Peut-on être communiste sans faire de l'antisoviétisme?

Il faut poser la question aux historiens : Quand, pour la dernière fois, un événement politique de portée internationale a-t-il suscité en Suisse une réaction d'une unanimité aussi totale qu'au lendemain de l'occupation militaire de la Tchécoslovaquie ? En août 1968, aucune famille ne fut à contre-courant de l'opinion publique: jusqu'où faut-il remonter pour trouver tel accord ? L'écrasement de la révolution hongroise ? L'attaque de la Finlande ? Les agressions hitlériennes contre la Pologne ou la Belgique ? Chaque fois l'indignation nationale souffrit des exceptions.

L'unisson d'aujourd'hui, si répugnante que soit la conduite soviétique, ne tient pas à l'énormité de l'événement. Budapest fut plus sanglant, le pacte germano-russe plus contre-nature, les crimes de Staline révélés par Kroutchev plus accablants. Mais les communistes justifiaient alors au nom de la nécessité et de la finalité de l'histoire : les lendemains redonneraient, disaient-il, au présent, apparemment odieux, une autre signification, et l'excommunication sociale que leur valait cette obstination, ils la vivaient comme l'épreuve de leur foi.

A l'automne de Prague 1968, la Tchécoslovaquie ne subira pas un régime plus dur que celui que lui infligèrent dès 1948 (1952, procès Slansky) ses dirigeants staliniens. A l'époque, ce régime-là eut, ici, ses approbateurs. Ce qui est nouveau, ce n'est donc pas l'événement, mais la perte de la foi-qui-justifie. Moscou n'est plus la Mecque.

Les paradoxes de l'unanimité

Cette unanimité, quand on y regarde de plus près, réserve du côté de la bourgeoisie quelques surprises, propres à donner raison aux cyniques.

Ainsi on a pu mesurer à travers les innombrables parallèles Budapest 1956 — Prague 1968, à quel point la thèse soviétique de la légitimité de l'écrasement de la révolution hongroise (dite « contre-révolution ») avait pris corps : à Prague, les Russes n'avaient pas les mêmes « bonnes » raisons d'intervenir qu'à Budapest, a-t-on lu abondamment. Et l'indignation de 1968 faisait, étrangement, apparaître une assimilation occidentale du coup d'Etat communiste de 1948, alors que seul le nouveau cours démocratique du P. C. tchécoslovaque était en train de donner à ce parti une première légitimité nationale. Bref, pour pouvoir mieux manifester leur antisoviétisme, beaucoup tenaient à crier que l'intervention russe était d'autant plus inqualifiable que les Tchèques étaient et sont de bons communistes, ce qui sous-entend qu'elle aurait été acceptable s'ils avaient cessé de l'être. Curieuse conception de la souveraineté d'un pays ! Les peuples balkaniques seraient-ils éternellement condamnés à ne plus changer de régime ? Belle confusion entre ce qu'il y a d'irrévocable dans l'avancement de l'histoire (la Restauration n'a pas pu rétablir le statut d'avant la Révolution de 1789) et le droit d'un peuple à disposer démocratiquement de lui-même !

Jusqu'ici, dans les diverses familles de la gauche, la condamnation n'a pas dépassé le stade verbal. Les socialistes ont rappelé, cela va de soi, qu'ils conjuguaient ensemble socialisme et démocratie, les trotskystes ont dénoncé les méfaits de la bureaucratie néo-stalinienne, les communistes ont réprouvé l'occupation militaire, mais déclaré qu'ils ne feraient pas, à cette occasion, de l'antisoviétisme.

On ne peut en rester là. Les communiqués donnent la réaction première, ensuite ils glissent dans le replâtrage verbal, le style caoutchouc ou nègre-blanc dont le Parti communiste français nous a donné déjà, par la résolution de son comité central, un bel exemplaire et dont les Tchèques ont dit ce qu'ils en pensaient. L'événement ne saurait être le prétexte à rechercher l'humiliation de qui que ce soit, mais il serait déplorable que la réflexion ne dépassât pas le stade de ces résolutions.

La libéralisation de l'URSS

Les chroniqueurs des jours sombres aiment les conclusions qui sentent l'optimisme des combats où l'on se refuse à désespérer. La liberté, écrivent-ils, finit toujours par triompher. Admirable idéalisme que l'histoire illustre mal, tout au long des siècles, XXe compris. Comment l'idée abstraite pourrait-elle trouver en elle seule, à la Platon, sa vérité ?

D'autres, plus fidèlement marxistes, attendent, de l'évolution même de la société soviétique et des mutations de ses classes sociales, une libéralisation. C'est la thèse Isaac Deutscher dans sa « Révolution inachevée » (1967, chez Robert Laffont). Elle peut être résumée ainsi : en 1917, la Révolution bolchévique a triomphé dans un pays qui ne comptait qu'un faible prolétariat, dont le rôle aux journées d'Octobre fut d'ailleurs décisif. D'où la nécessité de forcer l'industrialisation, d'accoucher au forceps d'une classe ouvrière, d'où la rigidité bureaucratique, le totalitarisme, l'autoritarisme.

Cette classe ouvrière, aujourd'hui, existe ; elle a reçu une instruction d'un niveau élevé ; elle pourrait être l'instrument de l'achèvement de la Révolution, aidée par des technocrates vérifiant les méfaits d'une planification rigide, par des intellectuels allergiques à la censure etc...

Cet optimisme, qu'il était naturel de partager avant Prague, trouve aujourd'hui son démenti, non en vertu d'un «accident de parcours », selon la formule de l'incroyable Michel Debré, mais par l'effet d'une logique politique. Laquelle ?

La malédiction de l'Europe centrale.

Admettons qu'à partir d'un certain niveau de développement, la gestion économique exige des formes plus souples de gouvernement, une sorte de concurrence, une critique, une vérité des faits peu conciliable avec la planification de type soviétique ; admettons que ce cours nouveau entraîne une plus grande liberté d'expression, une meilleure répartition des responsabilités, une débureaucratisation, etc. ...

Il est évident que toute libéralisation communiste sera vécue intensément, d'abord, dans le glacis balkanique. Budapest et Prague l'ont démontré, à douze ans d'intervalle. Les raisons en sont simples.

Economiquement ces pays sont exploités par l'URSS, qui fait jouer en sa faveur les termes de l'échange. La libéralisation est, en Europe centrale, amplifiée par la fierté, le besoin d'indépendance nationale. Ces pays sont riches d'une histoire, d'une culture européenne, héritiers, quelques-uns, d'une tradition démocratique. Géographiquement, ils sont perméables aux idées ou à l'influence occidentale.

Or la malédiction historique tient à cela précisément. Ils sont destinés à vivre les premiers, avec la plus grande intensité, la libéralisation du régime communiste. Du même coup, ils donnent aux éléments conservateurs, néo-staliniens, de l'URSS des arguments irrésistibles au nom de la raison d'Etat.

La raison d'Etat

Il est bien rare dans l'histoire que les affreux assument leur laideur : quelques tyrans, certes, firent le mal en artistes, mais cet aristocratisme n'est pas dans le style soviétique moralisant. Les bureaucrates du Kremlin les plus durs, quand ils défendent leurs privilèges par tous les moyens, donnent de leur politique une explication non pas cynique, mais noble ; or les risques d'une libéralisation du glacis balkanique leur permettent de parler la langue de la raison d'Etat, au sens le plus traditionel du terme.

A l'Est, l'URSS est flanquée d'une Chine toujours plus redoutable, et l'émancipation de l'Europe orientale, dont l'Allemagne de l'Est, signifierait l'effritement du cordon sanitaire et la probabilité d'une réunification germanique, qui, remembrée, deviendrait la quatrième puissance industrielle (et militaire) du monde.

L'abc du métier d'homme d'Etat, c'est d'éviter à tout prix que son pays puisse être coincé entre deux blocs hostiles.

Cette leçon, dite de l'histoire, elle fut serinée à tous les potaches français. François I et Charles Quint, les Habsbourg d'Espagne et ceux d'Autriche ; ce fut encore un des griefs contre la non-intervention du gouvernement de Léon Blum dans la guerre civile espagnole : la France laissait s'instaurer un régime fasciste sur les Pyrénées et sur le Rhin. Ce qui s'est dit en France, des siècles durant, se dit en URSS. Les durs y parlent, naturellement, le langage de la raison d'Etat, comme Staline croyait le faire. En fait, l'analyse est fausse : une Europe libérée des blocs ne serait pas revancharde, mais tendrait à la neutralité.

Ainsi la libéralisation se heurte à cette impasse : elle prend une signification, prioritairement, pour la « marche » communiste d'Europe centrale, du même coup les conservateurs russes prétendent avoir pour eux les impératifs de la sécurité nationale. Ils peuvent faire valoir, d'ailleurs, parallèlement, l'intérêt économique soviétique : dans la mesure où le peuple soviétique goûte le bien-être nouveau du confort, tout désordre peut lui être présenté comme mise en cause de cette vie meilleure. Sécurité économique et sécurité militaire jouent le jeu du conservatisme soviétique oppressif.

Document: démocratie et liberté

C'est en 1918, écrivant en prison que Rosa Luxembourg rédigea un jugement enthousiaste et sévère sur la Révolution russe. Son texte est un document qui mérite d'être lu et relu. En voici un fragment :

D. P.

« La pratique du socialisme exige toute une transformation intellectuelle dans les masses dégradées par des siècles de domination bourgeoise. Instincts sociaux à la place des instincts égoïstes, initiative des masses à la place de l'inertie, idéalisme passant au-dessus de toutes les souffrances, etc. Personne ne sait cela mieux, ne le décrit avec plus de force, ne le répète avec plus d'obstination que Lénine. Seulement, il se trompe complètement sur les moyens : décrets, puissance dictatoriale des inspecteurs d'usines, pénalités draconiennes, règne de la terreur sont autant de palliatifs. Le seul chemin qui conduise à la renaissance, c'est l'école même de la vie publique, la démocratie la plus large et la plus illimitée, l'opinion publique. C'est justement la terreur qui démoralise.

Tout cela ôté, que reste-il ? Lénine et Trotsky ont mis à la place des corps représentatifs sortis d'élections populaires générales les soviets comme la seule représentation véritable des masses ouvrières. Mais, en étouffant la vie politique dans tout le pays, il est

La coexistence pacifique

La description que nous esquissons pourrait être contestée au nom de l'expérience historique ; tout le XIXe siècle a connu le même phénomène : la résonance amplificatrice des mots liberté et indépendance en Europe centrale. La Turquie, l'Autriche et la Russie en connurent les effets. A Varsovie ou Budapest (voire à Milan), les révolutions libérales trouvaient leur terrain naturel ; le conservatisme autoritaire des empires centraux rétablit, à chaque fois, l'ordre casqué. Mais ces régimes ne connurent-ils pas, pourtant, un jour, leur défaite intérieure ? Pourquoi l'histoire ne se répéterait-elle pas ? Faut-il exclure une mutation en URSS ?

La situation, dans tous les cas, est différente, car c'est la guerre, qui, le plus souvent, au long du XIXe siècle bouleversa l'ordre ancien ; la guerre, et non les vertus magiques du mot liberté, fut la sage-femme des révolutions.

Or, nous vivons aujourd'hui dans la coexistence pacifique, c'est-à-dire dans la paix qu'inspire la terreur nucléaire. Et les bienfaits de cette paix sont chargés d'une énorme ambiguïté ; le statu quo mondial signifie l'immobilité des dictatures de l'Est et de l'Ouest, le rétrécissement de l'aire de la démocratie par peur du communisme ou de la contre-révolution. Enfin, la technique nucléaire n'est qu'un aspect des possibilités oppressives qu'apporte la science. La technique multiplie les dimensions de la force. Voyez Prague, souvenez-vous d'Athènes ! Si ingénieuse qu'ait été la résistance passive tchèque, elle buttait sur cette double évidence de l'oppressivité du monde moderne : statu quo nucléaire et poids surchargé de la force, des tanks, des contrôles policiers, de la mise en condition du peuple agresseur par sa presse, sa TV et sa radio.

Dans ces conditions, quelles que soient les raisons économiques qui pourraient pousser le monde communiste à la libéralisation, si raisonnable, digne d'encouragement qu'ait pu être l'hypothèse d'un de Gaulle, d'un Willy Brandt, d'un Dubcek pensant qu'une Europe libérée des blocs serait gage de paix en acceptant de se neutraliser elle-même, il faut admettre comme plus vraisemblable l'enfoncement de l'URSS dans le bureaucratisme autoritaire, chauvin et nationaliste.

Le communisme occidental après Prague

Quand les partis communistes européens se disaient révolutionnaires, quand l'URSS était reconnue comme la patrie du socialisme, quand la coexistence pacifique n'était pas entrée dans les faits, les partis communistes secoués par les événements étaient capables de résister aux lames de fond, ils étaient fidèles à leurs principes, à eux-mêmes.

Aujourd'hui, ils sont dans une contradiction politique inextricable.

La coexistence pacifique les a poussés à définir mieux leur vocation démocratique. La voie révolutionaire est en effet pour eux exclue : les Etats-Unis ne laisseraient pas faire et interviendraient sous l'œil indifférent de Moscou ; ils ont donc multiplié les professions de foi sur le respect de la majorité, de la minorité, sur le pluralisme, sur l'unité de la gauche, etc. ... Ils prenaient en fait le ton, l'allure d'un parti réformiste, prêts à se transformer en deuxième édition de la sociale-démocratie.

Or, la même coexistence pacifique pousse périodiquement l'URSS à contrôler dictatorialement sa zone d'influence, infligeant dans les faits un démenti aux partis communistes occidentaux, qui sont, ainsi, plongés dans la situation inconfortable du repenti qui ne peut faire la preuve de sa sincérité : comment, après Prague, persuader l'opinion publique de leur démocratisme ?

On comprend mieux ce que la libéralisation du régime tchèque signifiait pour eux : ils allaient trouver, enfin, de l'autre côté du rideau de fer un garant, un répondant de leur politique nationale, démocratique. C'était capital. D'où la déception vive.

Aujourd'hui ils se sont avancés trop loin dans la voie communiste-démocrate pour éviter les choix, ou alors l'équivoque deviendrait insupportable ; et c'est une équivoque que de vouloir condamner le coup de Prague sans jamais faire de l'antisoviétisme.

Le problème ne se limite pas d'ailleurs à une question d'allégeance envers Moscou, il touche à des questions théoriques essentielles. Nous aimerions en esquisser trois, brièvement, sous forme de notes pour ouvrir la discussion.

A. Une théorie du langage

Une des perversions du marxisme soviétique se reflète dans la destruction du langage. Marcuse insiste tout particulièrement sur ce point à juste titre. La révolution est baptisée contre-révolution, un régime autoritaire se dit soviétique, la dictature, centralisme démocratique, etc. ... Ce détournement du sens ordinaire des mots dépasse les besoins de la propagande ; les mots deviennent les fétiches de la classe dirigeante, un instrument de sa domination. Rien de plus contraire à l'esprit révolutionnaire, au style même de Marx ou de Lénine ou de Trotsky.

Il ne s'agit pas d'une simple question de vocabulaire ; ainsi la falsification de l'histoire (l'esprit révolutionnaire est fait de respect, d'analyse et de critique des leçons de l'histoire) disqualifie l'instruction soviétique, qui est pourtant, nous l'avons dit, d'un niveau élevé. Nous avions attendu, nos lecteurs s'en souviennent, pour en mieux juger, la commémoration du cinquantenaire de la Révolution d'Octobre. En 1967 oserait-on, sinon réhabiliter du moins citer, Trotsky ? Tel ne fut pas le cas. Le détournement du langage est bien une des maladies séniles du communisme totalitaire.

B. La propriété d'Etat

Le capitalisme se définit par l'appropriation privée des moyens de production. Il n'y a pas de socialisme, à quelque famille qu'il appartienne, sans une critique fondamentale de cet accaparement.

Mais l'étatisation des moyens de production, telle que l'URSS la pratique, est un accaparement à rebours dont les méfaits totalitaires sont connus. Ils ne pourraient être corrigés que par d'énormes contre-poids (toutes les formes de liberté d'expression; liberté syndicale ; liberté politique) ou par la transformation des monopoles d'Etat en propriétés collectives. Ces réflexions rejoindraient celles que suggère, en régime capitaliste, l'accroissement de la fortune des entreprises par autofinancement.

Quoi qu'il en soit, la critique de la bureaucratie soviétique est vaine, si elle ne débouche sur une critique de l'étatisation et une réflexion nouvelle sur les formes du collectivisme et de la propriété.

C. Autoritaire ou libertaire

Remettre en cause le langage rituel, remettre en cause la propriété d'Etat ; il faudra aller plus loin encore : c'est toute la conception autoritaire du communisme qui est en jeu. Il ne se renouvellera que par un élan nouveau et libertaire. Une donnée essentielle de la réflexion politique est que la société renforce ses pouvoirs plus vite que l'individu n'élargit sa sphère de liberté. Plus que jamais la redéfinition de la liberté est le thème central ; non seulement, on redécouvre ou redécouvrira ce qu'on de précieux les auteurs libertaires, tels Proud'hon, Bakounine, Rosa Luxembourg, mais aussi le prix de certaines libertés, dites bourgeoises, durement acquises au XVIIIe et XIXe.

L'engrenage

L'Europe démocratique n'est qu'une étroite Lotharingie : Fascisme militaire en Grèce, Tchécoslovaquie occupée militairement ; la France en équilibre instable, les événements de mai ayant mis en place les éléments d'un régime autoritaire ; maigre bilan de ces deux dernières années.

La démocratie européenne est étroite et fragile. Athènes, Prague, les coups de force occupent les plateaux de la balance, se donnent réciproquement des excuses, où la liberté est perdante à tout coup. C'est l'engrenage.

La marge d'indépendance de la Lotharingie démocratique est mince ; c'est pourquoi le révolutionnarisme nous semble irréaliste. L'on ne peut penser qu'en termes de liberté, de fédéralisme, de construction européenne, de démocratie, de lutte contre les fascismes installés.

Mais il est évident aussi que l'engrenage sert tous les conformismes, tous les conservatismes. La Lotharingie démocratique n'est plus en mesure de jouer à la Grande-Puissance, mais elle ne se justifiera que par son originalité, son sens de la réforme, de la justice, son dépassement du capitalisme.

Sagesse forcée, audaces calculées ; il faudra de très grandes qualités à ceux qui vivent entre les Carpathes et les Pyrénées pour assurer leur avenir.

fatal que la vie soit de plus en plus paralysée dans les soviets mêmes. Sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques, elle devient une vie apparente, où la bureaucratie est le seul élément qui reste actif. C'est une loi à laquelle nul ne se soustrait... La vie publique entre peu à peu en sommeil ; quelques douzaines de chefs de parti, d'une énergie inépuisable et d'un idéalisme sans bornes, dirigent et gouvernent ; parmi eux, la direction est en réalité aux mains d'une douzaine d'hommes à cerveau éminent, et une élite de la classe ouvrière est de temps à autre convoquée à des réunions pour applaudir aux discours des chefs, voter à l'unanimité les résolutions qu'on lui présente — c'est donc, au fond, un gouvernement de coterie — une dictature, il est vrai, mais non pas la dictature du prolétariat, non : la dictature d'une poignée de politiciens, c'est-à-dire une dictature au sens bourgeois, au sens de la domination jacobine (le recul des congrès des soviets de trois mois à six mois !) Il y a plus encore : un état de choses pareil engendre nécessairement une augmentation de sauvagerie dans la vie publique : attentats, otages fusillés, etc. »

(Rosa Luxembourg : La Révolution russe, publication posthume, traduction française de Bracke.)